

## “Comment j’ai vu se mettre en place le désastre du Rwanda”

*En 1993, l’année qui a précédé le génocide, Patrick Forestier a vu l’armée française porter à bout de bras le gouvernement du président hutu Habyarimana. Et couvrir toutes ses exactions.*

Peu nombreux sont alors les journalistes qui viennent couvrir la « guerre oubliée » dans la région des Grands Lacs, au limes du pré carré francophone africain. Depuis 1990 pourtant, officiers et soldats français sont entraînés, un peu plus chaque année, dans un engrenage qui débouchera sur une catastrophe humanitaire. Ils sont mandatés, en premier lieu par l’Elysée, en particulier la cellule africaine animée par Jean-Christophe Mitterrand. Une solide amitié lie son père, François Mitterrand, et le président rwandais. Une amitié tout aussi forte unit les fils (ce que l’ex-Monsieur Afrique a nié, entre autres, devant la mission Rwanda). Entre la présidence à Kigali et le palais de l’Elysée, les relations par téléphone sont directes. Dans la capitale rwandaise, l’imbrication entre officiers français et rwandais est tout aussi serrée. Ordre est donné de soutenir le président Habyarimana, bon élève du discours de La Baule, contre l’agression du Front patriotique rwandais, présentée comme une attaque déguisée de l’armée ougandaise. Il sera respecté.

En mars 1993, un an avant le génocide, la situation à Kigali est surréaliste. A peine suis-je descendu de l’avion que je tombe sur un colonel, rencontré quelques mois auparavant à Mogadiscio, au P.c. français installé dans une villa près du rond-point qui mène à l’aéroport. Cette fois-ci, il porte un uniforme rwandais. Nom de code : « Camille ». L’officier appartient au Cos, le tout nouveau « Commandement des opérations spéciales » créé par Pierre Joxe, ministre de la Défense à l’époque. Un outil sur mesure pour l’amiral Jacques Lanxade, ancien chef de l’état-major particulier de l’Elysée, nommé à la fin de la guerre du Golfe patron de l’armée française. Le Cos est soumis à son autorité. Il possède un état-major, mais « pioche », pour ses missions délicates, dans les unités de spécialistes : commandos de marine, Crap de la onzième division parachutiste, Dragons du 13<sup>e</sup> R.d.p. de Dieuze, et 1<sup>er</sup> R.p.i.m.a. – le régiment parachutiste d’infanterie de marine de Bayonne où servira Camille.

A Kigali, d’autres officiers français portent l’uniforme rwandais. Un lieutenant-colonel est attaché à l’état-major. Nom de code : « Emile ». Il sera ensuite affecté à Bangui.

Emile et quelques autres ne font pas partie du Dam, le Détachement d’assistance militaire et d’instruction, une bonne cinquantaine d’hommes qui forment l’armée rwandaise passée en quelques mois de 5 000 à 35 000 soldats. Ils sont conseillers à la présidence, à l’état-major qui s’appuie d’abord sur la garde présidentielle – pilier du régime et auteur des premiers massacres dans la capitale, en 1994. Il y a aussi sur place, officiellement, les légionnaires et les marsouins de l’opération Noroit, dépêchés pour « assurer la sécurité de nos ressortissants ». En 1993, les effectifs dépassent 600 hommes, pour protéger 400 Français ! Sous le prétexte de cette mission, l’Elysée soutient Habyarimana, menacé par la guérilla tutsie, minorité chassée du pays au cours des pogroms successifs depuis l’indépendance.

Colonels et commandants français se succèdent à l’état-major rwandais. Ils dirigent les opérations, plus qu’ils ne

conseillent leurs homologues africains, pendant que débute une épuration ethnique qui éclatera au grand jour dès la chute de l’avion présidentiel. Le pouvoir hutu effectue des raids sur les civils tutsis régulièrement massacrés dans plusieurs communes. L’armée y participe. Tout Tutsi est soupçonné d’être un espion, une cinquième colonne. Amnesty International publie des rapports. Les témoignages affluent, mais personne ne veut rien voir. A l’Elysée en premier. Massacres, tortures, assassinats, arrestations ne sont que des rumeurs, affirme-t-on du côté de l’ambassade. Les officiers français, imbriqués dans l’armée rwandaise, appliquent, eux, la mission qui leur a été confiée. Sans état d’âme. Ils lisent les rapports des prisonniers, auraient même participé aux interrogatoires comme l’affirme un avocat belge. Ils sont devenus acteurs du huis clos qui se joue dans ce petit pays.

En février 1993, le F.p.r. lance une nouvelle offensive. Réponse de Paris : deux compagnies de soldats supplémentaires, et une augmentation des livraisons d’armes. Depuis six mois, Paris a en effet livré de l’artillerie à Kigali. Des mortiers de 90 et de 120 millimètres, et deux batteries de campagne. En tout, une dizaine de canons H.m.-2, de 105 millimètres, un modèle ancien mais qui, bien servi, produit des résultats. Les conseillers français sont déployés sur les axes de pénétration des rebelles. Sans leur présence, l’armée partirait en déroute.

### “On ne veut pas recommencer Fachoda!”

La capitale voit affluer 800 000 personnes déplacées, qui ont fui les zones de combat. Les témoignages sur les exactions perpétrées par le F.p.r. sont nombreux. Lorsqu’ils investissent un village, les guérilleros tutsis ne font pas de cadeau aux Hutus – surtout s’ils appartiennent au parti du président. Ils jouent de la machette et exécutent, à l’abri des regards, ce qui irrite au plus haut point diplomates et militaires français qui accusent la presse et les organisations des droits de l’homme de témoignage unilatéral. A coups de propagande, pouvoir hutu et guérilla tutsie tentent de rallier la communauté internationale à leur cause. Mais Paris a choisi son camp, et sa politique est appliquée sur le terrain. Un cessez-le-feu est signé, un gouvernement de transition est mis en place, et le dispositif tricolore est réduit en attendant l’arrivée des Casques bleus. Le régime parle de réconciliation en même temps que la propagande hutue incite à la haine. L’hôtel Méridien abrite, au premier étage, une délégation du F.p.r. qui croise, au petit déjeuner, en l’ignorant, Camille, Emile et d’autres officiers français de l’armée rwandaise. Un sentiment général prévaut chez tous les militaires, diplomates et même dans la petite communauté française de Kigali : le F.p.r. est l’ennemi, le boche qui ne doit pas pénétrer dans notre Alsace-Lorraine qu’est devenu le Rwanda. Pire, « le Rwanda francophone ne doit pas tomber aux mains des Anglais qui cherchent à pénétrer dans notre zone d’influence francophone », m’explique-t-on. « On ne veut pas recommencer Fachoda », me lance un officier en souvenir de la mission Marchand qui évacua les sources du Nil devant le général Kitchener. On compare les « sauterelles » tutsies à des Khmers, non pas rouges, mais noirs. Le même discours est répété à l’époque à l’Elysée.

Hubert Védrine, actuel ministre des Affaires étrangères, mais ancien secrétaire général de François Mitterrand, a beau déclarer dans son livre de souvenirs qu’il accuse la France d’avoir délibérément appuyé au Rwanda un régime préparant un génocide est « faux, absurde et ignoble », la mission d’information risque de nuancer ce propos. A moins qu’elle soit déjà limitée, comme l’a annoncé Paul Quilès, par les « sujets concernant le caractère secret relatif à la défense nationale, aux affaires étrangères et à la sécurité de l’Etat ». ■